



Déclaration liminaire reconvoction CTL, 22 novembre 2019

Vous nous avez souvent dit en instance que le NRP permettra de continuer les missions de la DGFIP avec le personnel qui restera, en clair, qu'on ne peut faire qu'avec les moyens (humains et matériels) qui sont alloués à notre ministère.

Cependant, la politique actuelle du gouvernement est de diminuer les impôts des plus riches pour arriver peut-être à un ruissellement et de vouloir combler le manque à gagner en tapant sur les fonctionnaires. Il est évident que le remplacement de l'ISF par l'IFI et le PFU a été un cadeau fiscal, l'émission cash investigation a très récemment mis en évidence ce que **Solidaires Finances Publiques** dénonce déjà depuis l'automne 2017.

Solidaires Finances Publiques revendique une transformation de la société et notamment **une société avec une vraie justice sociale et une vraie justice fiscale.**

Dénoncer une politique néo-libérale qui détruit les services publics, à cause de questions budgétaires, ce n'est pas renier la charte d'Amiens mais c'est au contraire

lutter (car **Solidaires Finances Publiques** est un syndicat de lutte) **contre toutes les inégalités.**

Les services publics ne sont pas une marchandise, les fonctionnaires méritent une vraie reconnaissance et les agent.es de la DGFIP ne sont pas des pions.

La communication est mauvaise et le dialogue social également.

Ce CTL se réunit aujourd'hui en seconde convocation, après un boycott décidé en intersyndicale (**Solidaires Finances Publiques 62**, FO et CGT) le 12 novembre.

Nous ne sommes malheureusement pas là pour évoquer le projet présenté le 7 juin et pour lequel M. ROULET, prochainement heureux retraité, avait annoncé une longue période de concertation et pourtant nous avons décidé de rester débattre avec vous.

Qu'en est-il donc de cette longue période de concertation ?

Vous allez nous répondre qu'il suffit de se rendre sur le calendrier des réunions accessible sur l'onglet « nouveau réseau de proximité » sur Ulysse 62 afin de voir la liste des rencontres orchestrées par la Direction sur le sujet. **Mais est-ce pour autant de la concertation ?**

Inutile de tenter de nous convaincre, nous savons, vous comme nous, qu'il ne s'agit que de diffuser le projet qui suivra les lignes clairement définies par la DG et notre ministre, tout en tentant de donner l'impression de la transparence.

Le moment d'échanges proposé le 17 octobre avec pour ordre du jour le nombre de réunions organisées en interne et en externe et l'impact sur la mobilité des agent.es, était, nous ne sommes pas dupes, juste prétexte à inscrire une ligne de plus dans la liste des réunions sur le nouveau réseau de proximité.

Vous n'aviez d'ailleurs prévu d'y consacrer seulement une demi-journée.

Nous ne nous rentrerons pas dans votre petit jeu et ne vous servons pas d'attaché.es de presse.

Les agent.es attendent de votre part de la communication, elles et ils veulent vous faire entendre leurs arguments et leur volonté forte de défendre encore et toujours le service public par l'exercice de leurs missions, elles et ils ne souhaitent pas que leurs représentant.es du personnel leur délivrent la liste des services sacrifiés ou déplacés pour répondre à une politique de réduction des dépenses de l'État.

Pour que commencent la concertation et les vraies discussions sur l'avenir de nos missions, de notre administration et de toutes et tous les agent.es, il faut organiser des groupes de travail qui évoqueront les missions, leur réalisation et l'évolution des effectifs de la DGFIP.

Il faut aussi prévoir du temps, la concertation ne se fait pas en quelques mois.

Solidaires Finances Publiques revendique un vrai moratoire sur les missions de la DGFIP et **l'abandon du projet DARMANIN.**

Il faut encore et surtout nous écouter et entendre la voix des agent.es et des élu.es qui ne souhaitent ni les uns, ni les autres assister à la mise à mort de notre administration.

Nous entendons nos ministres et nos directeurs annoncer le désir des agent.es de voir évoluer leurs missions, le besoin de proximité des services publics pour les usager.ères et la nécessité de repenser notre organisation pour y répondre.

Nous sommes étonnés de constater qu'ils mettent en avant l'adhésion de toutes et tous, usager.ères et élu.es, au projet de Nouveau Réseau de Proximité.

La votation organisée par les représentant.es du personnel en intersyndicale sur l'abandon du projet, **93 % des votants du 62 veulent l'abandon du NRP**, montre clairement que les agent.es ne veulent pas du projet et les nombreuses motions et délibérations prises par les élu.es vont également dans ce sens.

La nouvelle organisation appelée nouveau réseau de proximité n'est qu'un nouveau moyen de destruction de notre réseau contre lequel nous continuerons à lutter de toutes nos forces et par tous les moyens possibles !

Enfin c'est la semaine internationale de réduction des déchets mais ne considérez pas les agent.es comme tels et ne mettez pas au rebut les services de contrôle.

A la suite de cette déclaration liminaire, les élu.es de **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** ont déplié la banderole de la manifestation du 14 novembre **encore 22,37 % de grévistes !**



Vos élu.es **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

Wilfried GLAVIEUX, Catherine VERDAUX (titulaires)

Pascal PEIREIRA, Nadège BOTTE (suppléant.es)

Laurence MOUTIN-LUYAT (experte)

